



NOTE DE VEILLE DES SECTEURS ENERGETIQUE ET MINIER (Informations du 5 avril 2010)

PETROLE

Barack Obama en quête d'indépendance énergétique

(src :Lemonde)

Rompant avec un interdit qui courait depuis plus de deux décennies, Barack Obama a annoncé, mercredi 31 mars, un vaste élargissement des autorisations de forages pétroliers et gaziers en haute mer. Une décision, a-t-il expliqué, qui s'inscrit dans une "*stratégie plus large*" visant à assurer l'indépendance et la sécurité énergétiques des Etats-Unis.

LES MESURES PHARES SUR LES ZONES DE FORAGE

L'élargissement des zones. Les forages pétroliers et gaziers ne concernaient que certaines zones le long des côtes de Louisiane et du Texas, et en Alaska. Certaines seront élargies, en particulier dans le golfe de Cook (Alaska), suscitant déjà la colère des Inuits et des écologistes. Les forages seront autorisés, sur la côte atlantique, du nord de la Floride à l'Etat du Delaware. Un des nouveaux forages devrait être autorisé au large des côtes de la Virginie.

Les interdictions. Les forages resteront interdits le long de toute la côte Pacifique ainsi que sur la côte atlantique du New Jersey jusqu'à la frontière canadienne. En Alaska, un sanctuaire est instauré dans la zone de Bristol Bay.

Les zones à l'étude. D'éventuels forages dans la mer de Beaufort et la mer de Chukchi en Alaska, à proximité d'une zone très disputée (par les Etats-Unis, le Canada, les Russes, les Européens...), ne seront autorisés qu'après des études ultérieures.

Actuellement, le pétrole, le gaz et leurs dérivés fournissent 62,1 % de la consommation énergétique américaine ; l'ensemble des énergies renouvelables - hydraulique inclus -, 6,7 % seulement.

Etant donné le rythme de l'augmentation des besoins du pays (par le seul jeu d'un accroissement démographique annuel de 0,8 %), et aussi le fait que les Etats-Unis entendent réduire la part du charbon (actuellement de 22,4 %), la plus nocive dans le réchauffement

climatique, la Maison Blanche est parvenue à la conclusion qu'il était nécessaire d'adopter ces *"décisions difficiles"*, selon les termes de M. Obama. Elles sont nécessaires, a-t-il expliqué, pour *"accompagner la transition (des Etats-Unis) d'une économie basée sur les combustibles fossiles et le pétrole étranger vers une autre qui s'appuie plus sur la production du pays et les énergies propres"*.

Or, "rééquilibrer" l'approvisionnement et les sources énergétiques ainsi que modifier le rapport des Américains à leur consommation prendra du temps.

"Drill, baby, drill"

Personne ne peut se dire surpris par cette annonce. Les forages en haute mer avaient été évoqués par le candidat Obama durant sa campagne électorale. Certes, lui-même et son colistier aujourd'hui vice-président, Joe Biden, s'étaient opposés au *"drill, baby, drill"* ("fore, bébé, fore") que Sarah Palin, la candidate républicaine à la vice-présidence, faisait scander dans ses meetings. Mais l'idée de ce slogan était que les Etats-Unis devaient développer à tout va l'exploitation de ses ressources pétrolières et gazières nationales partout où c'était possible.

M. Obama, lui, n'excluait pas l'ouverture de nouveaux forages. Mais il entendait l'inclure dans une *"politique énergétique globale"* qui dessinait déjà celle qu'il met en place progressivement.

Le président américain a accompagné son annonce de mesures (comme le doublement de véhicules publics hybrides) destinées à calmer l'ire annoncée des environmentalistes. *"Certains manifesteront de forts désaccords, récuseront l'idée même de nouveaux forages"*, avait-il anticipé.

Les critiques n'ont pas attendu. Au sein du Parti démocrate, le président de la commission sur l'indépendance énergétique et le réchauffement climatique de la Chambre des représentants, Ed Markey, a appelé Washington à ne pas allouer de nouvelles autorisations de forage aux compagnies qui n'ont pas épuisé leurs droits existants. Selon lui, les sociétés pétrolières n'exploitent à ce jour que le quart de leurs 1 844 concessions existantes en haute mer.

Présidente de l'Alliance pour la protection climatique, Maggie Fox a dénoncé un programme qui *"maintient notre dépendance envers les combustibles fossiles"*. Le Sierra Club, la plus grande association environnementale américaine (1,4 million de membres), s'est dit *"très déçu"*.

Phil Radford, directeur général de Greenpeace, a dénoncé une mesure qui *"augmentera plus encore l'accoutumance américaine au pétrole"*, au moment où, selon lui, la Chine et l'Allemagne montrent le chemin pour *"gagner la course aux énergies propres"*.

Mais M. Obama semble peu soucieux des critiques des écologistes et de la gauche démocrate, déjà exprimées lors de son soutien au financement de la relance du nucléaire civil dans son budget prévisionnel. Au contraire, requinqué par l'adoption de sa réforme de l'assurance-santé, il avance, depuis, ses pions à un rythme accéléré. Et poursuit obstinément le grignotage des résistances républicaines, multipliant les initiatives.

Sur les sujets en débat au niveau parlementaire - les nouvelles incitations en faveur de l'emploi et la régulation des acteurs et des marchés financiers -, M. Obama semble progressivement parvenir à entrouvrir des brèches.

Après l'annonce de la reprise de forages, l'American Petroleum Institute, lobby officiel des sociétés pétrolières, s'est félicité d'un plan "positif". Le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a dû reconnaître "un pas dans la bonne direction". Son homologue chargé des questions énergétiques, le sénateur Lindsey Graham, a été encore plus laudatif. Représentant de Virginie, le républicain Eric Cantor, un des champions du "non" systématique républicain, s'est dit "encouragé" par une décision favorable à l'emploi dans son Etat.

La Maison Blanche espère ainsi que ces annonces préfigurent un Congrès plus disposé à élaborer et soutenir une vaste loi bipartisane sur l'énergie et la lutte contre le réchauffement climatique.



Total annonce l'entrée en production du deuxième train de l'usine de liquéfaction de gaz naturel au Yemen

(src : Communiqué TOTAL)

La mise en service de ce deuxième train de liquéfaction, après celle du premier train intervenue le 15 octobre dernier, va permettre à l'usine de Yemen LNG d'atteindre sa pleine capacité.

Yemen LNG représente, en quelques chiffres :

- un investissement global de 4,5 milliards de dollars, soit le plus grand investissement jamais réalisé au Yémen.
- Un gazoduc de 320 kilomètres : approvisionné par le gaz du Bloc 18, situé dans la région de Marib au centre du Yémen, il alimente l'usine de liquéfaction de Balhaf sur la côte sud du pays.
- Une capacité totale de production de 6,7 millions de tonnes de GNL par an, soit une centaine de cargos livrés chaque année pendant 25 ans. Depuis le démarrage du premier train, 18 cargos ont déjà été livrés en Corée du Sud, aux Etats-Unis, en Chine, en Espagne et au Mexique.

« L'entrée en production du deuxième train de Yemen LNG, en avance sur nos prévisions, marque une nouvelle étape, majeure, dans l'histoire qui unit, depuis maintenant plus de vingt ans, Total à ses partenaires au Yémen » a déclaré à cette occasion Yves-Louis Darricarrère, directeur général Exploration & Production.

« Je tiens à saluer les équipes de ce projet dont l'implication, les efforts constants et l'attention permanente à la sécurité industrielle avaient déjà permis au premier train de liquéfaction d'atteindre très rapidement son plateau de production. Ce démarrage confirme la place de Total parmi les principaux producteurs de gaz naturel liquéfié dans le monde.»

Total est l'actionnaire principal de Yemen LNG dont il détient une participation de 39,62% aux côtés de la compagnie nationale yéménite Yemen Gas Company (16,73%), Hunt Oil Company (17,22%), SK Energy (9,55%), Korea Gas Corporation (6%), Hyundai Corporation (5,88%) et GASSP (1) (5%).

Total et le GNL

Acteur majeur du GNL grâce à des positions solides et diversifiées, Total est présent dans la plupart des grandes zones de production ainsi que sur les principaux marchés du GNL. Le développement du gaz naturel liquéfié demeure un élément clé de la stratégie de développement du Groupe. \$

Total produit du GNL en Indonésie, au Qatar, aux Émirats Arabes Unis, en Oman, au Nigeria et en Norvège. Le démarrage de Yemen LNG et du Train 5 de Qatargas 2 permet d'augmenter d'environ 40% la production de GNL du Groupe en 2010. Angola LNG, actuellement en construction, viendra compléter ce portefeuille en 2012.

De nouveaux projets d'usines de liquéfaction de gaz sont actuellement à l'étude, parmi lesquels Shtokman en Russie, en partenariat avec Gazprom, et Ichthys en Australie, en partenariat avec Inpex.

Le Groupe s'est également assuré un accès à long terme à des capacités de regazéification de GNL sur les principaux marchés consommateurs : l'Amérique du Nord (Sabine Pass aux États-Unis et Altamira au Mexique), l'Europe (Fos Cavaou en France et South Hook au Royaume-Uni) et l'Asie (Hazira en Inde).

(1) Entité yéménite chargée de la sécurité sociale et des retraites.

Modernisation des gazoducs ukrainiens: Kiev impliquera Moscou et Bruxelles

(src : RIA Novosti)

L'Ukraine négociera sur la modernisation de son réseau de gazoducs de transit aussi bien avec Moscou qu'avec Bruxelles, a déclaré vendredi le premier ministre ukrainien Nikolai Azarov cité par l'agence UNIAN.

"La modernisation (du réseau) se fera avec la participation de la Russie, de l'Union européenne et bien entendu de l'Ukraine. Naturellement, nous serons en consultation avec les représentants de la Commission européenne", a indiqué le premier ministre, interrogé sur la question de savoir à quel point la "déclaration" sur la modernisation des gazoducs signé par Kiev et Bruxelles en mars 2009 était encore d'actualité.

Selon le responsable, il est encore trop tôt pour citer le chiffre exact des investissements nécessaires, mais "il est clair qu'ils se comptent en milliards de dollars".

En mars 2009, l'Ukraine et l'UE ont signé à Bruxelles une déclaration conjointe sur la modernisation des gazoducs ukrainiens, qui a fixé les engagements que Kiev devait prendre pour obtenir une assistance financière occidentale. Le document ukraino-européen ignorait totalement la Russie, principal fournisseur de gaz pour les gazoducs ukrainiens. Plus tard, Kiev et Bruxelles ont invité Moscou à se joindre au projet. Long de 37.500 km, le réseau ukrainien comprend 71 stations de compression et 13 dépôts souterrains de 32 milliards de m³ de gaz. Sa capacité de transport annuelle s'élève à 141 milliards de mètres cubes. Sa création date du début des années 1980.

Les Etats-Unis auraient surestimé leur production de gaz

(src : AFP)

Le département américain de l'Énergie s'apprête à nettement réviser à la baisse la production de gaz du pays, surestimée en raison d'un processus de collecte des données inadapté, affirme dimanche le Wall Street Journal sur son site internet.

Les statistiques mensuelles sont extrapolées à partir des volumes communiqués par les plus grandes sociétés du secteur, sans prendre en compte les plus petits producteurs. Le quotidien cite le responsable des statistiques du gaz au sein de ce ministère, Garry Long, selon lequel le département de l'Énergie "prévoit de changer sa méthodologie ce mois-ci, avec pour conséquence une révision à la baisse +importante+ dans certaines régions".

"Nous avons vu des chiffres que nous n'avons pas aimés au Texas. Nous avons pensé qu'ils étaient un peu trop élevés", expliqué M. Long, interrogé par le journal. Autre indice, les Etats-Unis ont vu dernièrement les estimations de la production être systématiquement supérieures à celles de la consommation, sans se mettre à stocker ni exporter ces quantités de gaz.

Le Wall Street Journal avait révélé en mars que ce même ministère avait remarqué des erreurs importantes dans ses statistiques sur les réserves de pétrole. Les erreurs provenaient là d'un système de recueil et de transmission des données dépassé, reposant essentiellement sur la saisie manuelle.

RAFFINAGE

Shell met en vente ses raffineries et ses stations-service en Afrique

(src : lesechos)

Le pétrolier anglo-néerlandais cherche à céder ses activités de raffinage et de distribution dans 21 pays africains.

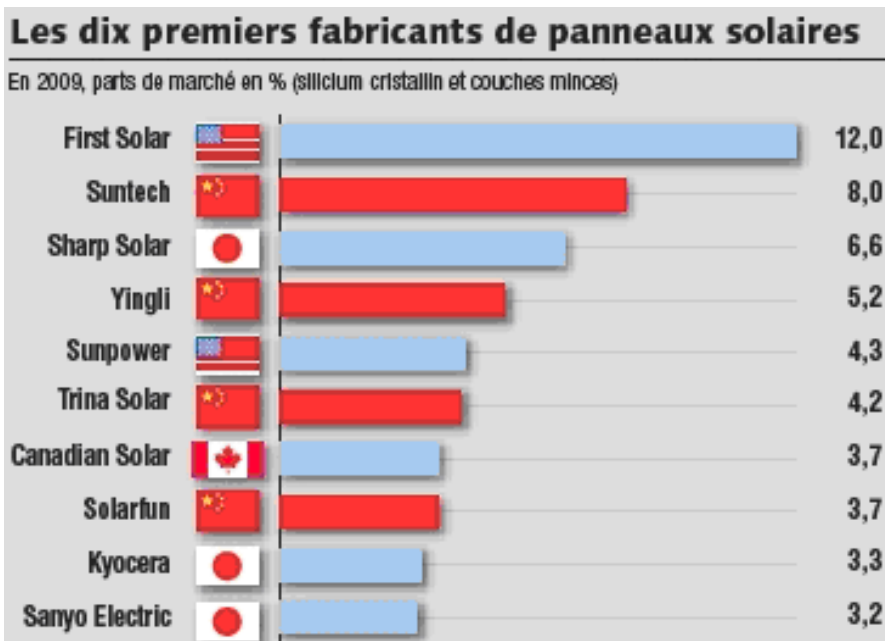
Shell adopte une stratégie similaire à celle d'ExxonMobil, Chevron ou BP en Afrique.

SOLAIRE

Solaire : les industriels chinois en passe de dominer le marché mondial

(src : LesEchos)

Les fabricants chinois de cellules et de panneaux solaires profitent à plein du rebond du marché. Grâce à des prix hypercompétitifs, Suntech, Yingli Solar ou Trina Solar tablent sur des croissances de 70 à 80 % en 2010 et augmentent massivement leurs capacités de production. De quoi inquiéter leurs concurrents allemands et japonais.



Près de 6.000 salariés travaillent à Baoding, à 140 kilomètres au sud de Pékin, pour Yingli Solar. Dans une ville grise et froide, où la nature semble avoir disparu. Du fait de la pollution, les arbres sont rachitiques. Ici, les sacs plastiques sont parfois les seules taches de couleur d'un paysage de désolation. Cela n'empêche pas la cité d'être à la pointe du combat pour l'environnement. Elle compte près de 180 entreprises dans le solaire et l'éolien et affirme employer 20.000 personnes dans ce domaine, soit presque autant qu'en France.

De 20 à 30 % moins cher

Les panneaux solaires réalisés à Baoding partent essentiellement vers l'Europe. Dans les prochains mois, GDF Suez va ainsi utiliser 145.000 panneaux Yingli pour construire une grande centrale solaire au sol dans le sud de la France. D'une puissance de 32 mégawatts crêtes (Mw_c), elle sera installée à Curbans, dans les Alpes-de-Haute-de-Provence. GDF Suez n'est pas le seul à opter pour les panneaux chinois. Si EDF Energies Nouvelles s'appuie sur la technologie de l'américain First Solar pour ses fermes solaires, la filiale verte d'EDF utilise largement des fournisseurs chinois pour installer des systèmes chez les particuliers. Même constat en Allemagne avec Phoenix Solar ou en Espagne avec Iberdrola.

A quoi tient ce succès ? Au prix. En France, un panneau fabriqué en Chine revient de 20 à 30 % moins cher qu'un équivalent européen. Les coûts de main d'oeuvre et d'énergie font la différence. Chez Yingli, un ouvrier gagne entre 200 et 300 euros par mois.

Quatre des dix premiers fabricants de panneaux solaires de la planète sont désormais chinois. A l'avenir, ce poids devrait encore augmenter. Le premier d'entre eux, Suntech, table sur une hausse de ses volumes de ventes de 70 % en 2010. Ses compatriotes, Trina Solar et Yingli, prévoient des hausses de plus de 80 %. « *Nous avons pratiquement vendu toute notre capacité de production pour cette année* », se félicite Stuart Brannigan, directeur Europe chez Yingli.

Ce redémarrage intervient à l'issue d'un véritable bain de sang. Avec la crise et le durcissement des conditions de crédit, beaucoup de projets solaires ont été annulés en 2009. Le prix des panneaux a chuté de plus de 40 % l'an dernier. Sous pression, Suntech a vu son chiffre d'affaires passer de 1,7 milliard à 1,4 milliard de dollars tandis que Yingli voyait le sien reculer de 4 %, à 1 milliard de dollars. Cette Berezina a écrémé le marché. Près de 65 % des fabricants chinois de modules auraient fait faillite en 2009, selon PwC.

60.000 personnes en Allemagne

Les groupes qui ont survécu profitent à plein de la reprise. Ils augmentent massivement leurs capacités de production en achetant des machines à des équipementiers européens comme Roth & Rau ou Manz. Fin 2010, les capacités de production des quatre premiers groupes chinois (Suntech, Yingli, Trina Solar et Solarfun) devraient permettre de satisfaire plus de 40 % des besoins mondiaux prévus pour 2011. Cette montée en puissance inquiète les acteurs allemands comme Q-Cells. Longtemps numéro un mondial des cellules solaires en silicium cristallin, la société s'est vu ravir son titre l'an dernier par le chinois Suntech.

Le secteur solaire emploie 60.000 personnes en Allemagne. La France ne joue pas dans la même catégorie. A l'exception de Photowatt (70 MW de capacité), le pays ne dispose pas d'entreprises présentes sur l'ensemble du processus industriel. La plupart des acteurs se contentent d'acheter des cellules à l'étranger et de les assembler.

EFFICACITE ENERGETIQUE

L'Etat (français) favorable aux boîtiers pour économiser l'électricité

(src : LesEchos)

Comment faire pour limiter les pointes de consommation d'électricité des Français ? Avec l'essor du chauffage électrique, la France enregistre chaque hiver des pics de consommation de plus en plus élevés, qui obligent EDF à faire tourner ses centrales les plus polluantes ou à acheter cher du courant à l'étranger.

Hier, un groupe de travail présidé par deux parlementaires UMP, Bruno Sido et Serge Poignant, a remis au ministre de l'Energie, Jean-Louis Borloo, un rapport sur la question. Parmi une vingtaine de propositions, les élus suggèrent d'instaurer de nouvelles obligations pour les fournisseurs d'électricité. D'ici à trois ans, ceux-ci devraient prouver qu'ils peuvent répondre à une pointe de consommation, soit parce qu'ils disposent des moyens de production ad hoc, soit parce qu'ils sont en mesure d'amener certains clients à réduire leur consommation.

Mécanisme d'« effacement »

Validée par le gouvernement, cette proposition est d'ores et déjà intégrée dans le projet de réforme du marché de l'électricité transmise au Conseil d'Etat.

Pour être en règle, un fournisseur d'électricité devra donc investir dans des équipements de production de pointe en propre (centrales au fioul, stations de pompage) ou acheter des capacités chez un acteur qui mutualise des équipements. Les centrales destinées aux pics ne sont en effet utilisées que soixante à cent heures par an, ce qui limite la rentabilité des investissements.

La seconde piste consiste à amener certains consommateurs à s'« effacer » lors des pics. « *A terme, nous souhaitons répondre à environ la moitié des futurs besoins de pointe par ce mécanisme* », explique Serge Poignant. En ligne de mire, la mise en place de boîtiers comme ceux de Voltalis, permettant de couper l'alimentation de certains appareils dans les logements, les bureaux ou les commerces.

Chez les particuliers, le potentiel d'effacement est estimé à une dizaine de gigawatts par les professionnels et à environ 3 gigawatts dans le tertiaire. Ce dispositif nécessite toutefois du temps pour être mis en oeuvre car il impose de trouver un mode rémunération de l'électricité « effacée » équitable pour l'ensemble des acteurs.

ENVIRONNEMENT

Emissions de CO2 en Europe: réduction de 11,2% due à la crise

(src : RIA Novosti)

En 2009, les émissions de dioxyde de carbone (CO2) dans les pays membres de l'Union européenne ont baissé de 11,2% suite à la crise économique, a annoncé la Commission européenne.

Les réductions les plus importantes ont été enregistrées en Belgique, en Espagne, en Italie, en Estonie et en Roumanie.

Selon l'exécutif communautaire, ce phénomène tient aussi bien à la chute de la production industrielle qu'à l'augmentation de la part de l'électricité éolienne et du gaz naturel (dont la contribution à "l'effet de serre" est insignifiante) dans la consommation énergétique en Europe.

Le système de répartition des quotas d'émission en vigueur au sein de l'UE englobe 11.000 entreprises industrielles. Si les quotas leur sont aujourd'hui attribués gratuitement, elles devront les payer après 2013.